



Conseil économique et social

Distr. générale
16 décembre 2009
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-quatrième session

1^{er}-12 mars 2010

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire*

Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée : « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation des objectifs stratégiques, mesures à prendre dans les domaines critiques et nouvelles mesures et initiatives : examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire et sa contribution à l'adoption d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes en vue de la réalisation intégrale des objectifs du Millénaire pour le développement

Déclaration présentée par la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, qui est distribuée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/CN.6/2009/1.



Déclaration

1. La Women's National Commission est l'organe consultatif indépendant officiel relatif aux femmes du gouvernement du Royaume-Uni. Pour célébrer le quinzième anniversaire du Programme d'action de Beijing, l'organisation a lancé une consultation avec ses partenaires dont les opinions sont reflétées dans la publication de la Women's National Commission : « *What's Beijing Got To Do With Me?* ». Le but de cette publication est d'informer le gouvernement et l'Organisation des Nations Unies.

Pauvreté

2. Traditionnellement, au Royaume-Uni, de nombreuses femmes âgées sont affectées par la pauvreté parce qu'elles n'ont pas constitué assez d'épargne et n'ont pas de biens. Seules 30 % des femmes perçoivent la retraite de base à taux plein contre 85 % des hommes¹. En Irlande du Nord, ce chiffre tombe à 25% des femmes, et les plus pauvres d'entre elles, à savoir les retraitées et les mères isolées ont besoin d'aides².

3. Avant l'arrivée d'un enfant, le salaire moyen des femmes représente 91 % de celui d'un homme, mais il tombe à 67 % avec l'arrivée d'un enfant³.

Éducation

4. Plus récemment, les filles ont obtenu de meilleurs résultats à l'école que les garçons. Néanmoins, leur succès ne se traduit pas toujours par des carrières bien payées à cause des stéréotypes sexospécifiques sur les lieux de travail, du rôle d'aidant naturel, et des aspirations de nombreuses jeunes femmes.

5. D'après nos partenaires, de nombreuses filles au Royaume-Uni ressentent le besoin de voir des femmes à des fonctions de direction, et que des relations non-violentes et d'égalité entre garçons et filles soient enseignées à l'école. On n'enseigne pas aux garçons le partage des responsabilités des tâches ménagères et des soins aux enfants. Par conséquent, les femmes effectuent encore 70 % des tâches ménagères. Le fait que les études ne soient pas adaptées aux immigrantes est très préoccupant : 9 % ne savent pas lire⁴. Il faut œuvrer davantage pour s'assurer qu'il n'y a pas de discrimination à l'égard des filles handicapées et réfugiées.

¹ Voir Ministère du travail et des pensions, *The Gender Impact of Pensions Reform* <http://www.dwp.gov.uk/docs/genderimpactassessment.pdf>.

² D'après une large panoplie de mesures concernant les inégalités économiques en Irlande du Nord, les mères isolées constituent et de loin le groupe le plus défavorisé, voir Scullion, F., Hillyard, P., & McLaughlin, E. (2005), *Poverty and Social Exclusion Project: Lone Parent Households in Northern Ireland*, Bulletin No. 1, février 2005, Belfast: NISRA (Agence de statistique et de recherche d'Irlande du Nord) et Borooah, V (2007), "Measuring Economic Inequality: Deprivation, Economising and Possessing". *Social Policy and Society*, Vol.6, Issue1 (Northern Ireland Women's European Platform, rapport parallèle pour la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, mars 2008)

³ Brewer, M. and Paull, G. (2006), "New borns and new schools: critical times in women's employment", rapport de recherche N°. 308, Ministère du travail et des pensions.

⁴ Voir http://www.equalityhumanrights.com/uploaded_files/research/12inequalities_experienced_by_gypsy_and_traveller_communities_a_review.pdf

Santé

6. De nombreuses femmes nous ont dit que les femmes elles-mêmes devraient être davantage impliquées dans l'élaboration des services des soins de santé s'adressant à leurs besoins particuliers. Les services de santé devraient tenir davantage compte des différences culturelles : les lesbiennes signalent que les professionnels de la santé mentale⁵ continuent à leur être hostiles, et les immigrantes connaissent un important taux de fausses couches, de mortinatalité, et de morbidité maternelle⁶.

7. Les partenaires pensent que le gouvernement du Royaume-Uni doit étendre la portée de la loi relative à l'avortement de façon à ce qu'elle s'applique à l'Irlande du Nord⁷; certains s'inquiètent du manque d'accès à la contraception d'urgence,

⁵ King M et McKeown, E. "Mental health and social wellbeing of gay men, lesbians and bisexuals in England and Wales", *MIND, For better mental health*, 2003

⁶ Voir

http://www.equalityhumanrights.com/uploaded_files/research/12inequalities_experienced_by_gpsy_and_traveller_communities_a_review.pdf.

⁷ Cette déclaration se base sur les éléments suivants fournis par des organisations d'Irlande du Nord :

a) Dans une déclaration M^{me} Audrey Simpson directrice de Family Planning Association Northern Ireland (www.fpa.org.uk) déclare qu'en Irlande du Nord au XXI^e siècle, une femme victime de viol ou d'inceste ne peut pas avorter, ou alors elle doit trouver quelque 2000€ pour subir une intervention en Angleterre où les femmes ont accès à l'avortement médicalisé, et qu'il existe un groupe de femmes vulnérables qui ont besoin d'aide pour ne pas avoir à trouver de l'argent et voyager loin et seules.

b) Dans son rapport de mars 2008, la Commission pour l'égalité d'Irlande du Nord presse la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes d'examiner le sixième rapport périodique du Royaume-Uni et demande au Gouvernement du Royaume-Uni de fournir le même accès aux soins de santé reproductive aux femmes résidant en Irlande du Nord qu'à celles du reste du royaume ("The Commission recommends that the Committee urges the United Kingdom Government to: respond to the Convention on the Elimination of Discrimination against Women by calling for the same access to reproductive health care services and rights in Northern Ireland as are available in Great Britain").

c) Dans son rapport parallèle à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Northern Ireland Women's European Platform recommande au Gouvernement de s'assurer que la réglementation relative à l'avortement en Irlande du Nord, reconnaît et est conforme aux obligations de l'Etat relatives aux droits de l'homme internationaux. Les femmes en Irlande du Nord devraient avoir accès aux services d'avortement dès le début de leur grossesse.

d) Dans une lettre expédiée le 8 juillet et adressée aux membres du Parlement, l'Alliance for Choice (<http://allianceforchoiceni.org>), basée à Derry en Irlande du Nord, appelle les membres à faire usage de leur vote libre sur la question de l'avortement, de façon à étendre aux femmes en Irlande du Nord le droit à ce soin de santé vital. Les signataires de cette lettre sont, entre autres : Dawn Purvis, MLA Belfast East; Eileen Calder, directrice, Belfast Rape Crisis Centre; John Corey, secrétaire général, Northern Ireland Public Sector Alliance; Jimmy Kelly, secrétaire régional, UNITE; Patricia McKeown, secrétaire régionale, UNISON; et Margaret Ward, directrice, Women's Resource and Development Agency.

e) Le 18 juillet 2008, Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes remarque que la loi de 1967 relative à l'avortement ne s'applique pas à l'Irlande du Nord, où, sauf rares exceptions, l'avortement est toujours illégal avec de lourdes conséquences pour la santé des femmes. Conformément à sa propre recommandation générale 24 sur les femmes et la santé et à la Déclaration et au Plan d'action de Beijing, le Comité presse l'Etat partie d'examiner l'amendement relatif à la loi sur l'avortement de manière à en éliminer les dispositions pénales imposées aux femmes ayant recours à l'avortement.

et de l'intimidation qui empêchent les femmes d'accéder à l'information et aux conseils.

Violence

8. Au printemps 2009, le Gouvernement a procédé à une consultation sur la manière de combattre la violence à l'égard des femmes et des filles, et sur une approche gouvernementale transversale. La Women's National Commission a eu un rôle clef à cet égard, en réunissant 40 groupes de consultation partenaires de choix, pour les administrations avec un large éventail de femmes difficiles à atteindre. Un groupe de travail constitué de professionnels de la santé a été constitué en réponse aux questions soulevées pendant cette consultation. La Commission a également créé un nouveau groupe de travail devant examiner la menace potentielle que les femmes victimes de la traite coïncident avec les jeux olympiques de 2012 à Londres, et partagera les informations obtenues avec les ministres.

9. Les organisations partenaires ont dit à la Women's National Commission qu'il faut faire le point de ce qui existe à travers le Royaume-Uni et adopter les bonnes pratiques⁸. À cet égard, le modèle écossais a bénéficié d'un certain soutien. Certaines questions importantes doivent être examinées, y compris le besoin : des refuges spécialisés supplémentaires pour les femmes du voyage au Royaume-Uni, étant donné qu'il n'en existe qu'un, malgré le grand nombre de cas de maltraitance; davantage de services en faveur des couples homosexuels victimes de violences familiales; et davantage d'attention au niveau et au type de violence à laquelle les femmes connaissant des difficultés d'apprentissage sont confrontées. En outre, il faut augmenter le taux des condamnations pour viol. Les organisations partenaires saluent rapport Stern sur les conséquences économiques des changements climatiques.

Conflict

10. Le plan d'action national du gouvernement du Royaume-Uni relatif à la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations Unies bien que complet, est perçu comme ne concernant que les autres pays, même si l'Irlande du Nord est un pays sortant d'un conflit et comptant très peu de femmes au sein d'institutions clef. Le plan pour l'Irlande du Nord devrait comprendre des indicateurs et des actions; quant au pouvoir exécutif, il doit avoir ses propres objectifs et son propre plan d'action. Les femmes doivent être impliquées non seulement dans l'élaboration de la paix, mais aussi dans la reconstruction du maintien de la paix post conflit, dans les négociations d'accords dans le but de prévenir les conflits, et dans les négociations post conflit.

11. On demande également à ce que l'on traite les réfugiées ayant besoin de services de traduction, de conseils de santé plus avisés, et d'être davantage impliquées dans la prise de décisions, de manière plus délicate.

⁸ Rapport consultatif, de l'Irlande du Nord élaboré par le Commissaire Bronagh Hinds.

Économie

12. En 2006 la Commission de la femme et de l'emploi a publié un rapport⁹ soulignant les arguments économiques en faveur d'une participation des femmes à l'économie. Le Gouvernement a accepté la majorité des recommandations de la Commission.

13. Le ralentissement économique a mis crûment en lumière l'activité économique des femmes; nombreux sont ceux qui pensent qu'il n'y a pas lieu de discriminer les femmes enceintes ou la maternité du fait de la récession. On pense que quelque 30 000 femmes perdent leur emploi tous les ans parce qu'elles sont enceintes. En outre, les partenaires ressentent fortement que les lois sur l'égalité des salaires ne fonctionnent pas; l'écart des salaires entre hommes et femmes est encore de 22,8%¹⁰ même si l'on a introduit des objectifs d'accord de service public dans le but de l'examiner, et le gouvernement a produit des documents fondés sur les recherches menées sur l'impact du ralentissement économique sur les femmes¹¹.

L'accès des femmes au pouvoir

14. L'importance disproportionnée de la responsabilité des femmes par rapport aux tâches ménagères et aux charges de famille peut limiter leur activité politique. En outre la pauvreté des femmes a un impact significatif sur leur participation au processus politique. On demande qu'il y ait plus de femmes à tous les niveaux auxquels sont prises les décisions importantes affectant leurs vies. Le Gouvernement encourage en ce moment davantage de femmes à prendre part à la vie publique, et la Women's National Commission a tenu toute une série d'ateliers visant à accroître la participation civique.

15. Des demandes ont été formulées en faveur de la nomination d'un Ministre de la condition de la femme en Écosse¹², et d'un Ministre spécifique de la condition de la femme en Irlande du Nord. Certaines organisations partenaires pensent que la plupart des partis politiques n'ont pas fait usage du Sex Discrimination (Election Candidates) Act (loi sur la discrimination fondée sur le sexe entre les candidats aux élections) de 2002; aucun parti n'y a eu recours en Irlande du Nord¹³. La Equality and Human Rights Commission a récemment fait remarquer qu'aucun progrès n'a été accompli depuis son 1004^e rapport pour parvenir à une représentation hommes femmes équilibrée dans les organismes du pays de Galles.

⁹ Commission de la femme et de l'emploi, "Shaping a Fairer Future: a review of the recommendations of the Women and Work Commission three years on".

¹⁰ Voir la réponse du Gouvernement du Royaume-Uni au questionnaire 15 de Beijing, mai 2009.

¹¹ Voir le Bureau du Gouvernement chargé des questions d'égalité, le ralentissement économique – les préoccupations des femmes et des familles ainsi que leurs expériences, <http://www.equalities.gov.uk/pdf/GEO%20Economic%20downturn-%20WEB.pdf>.

¹² Taking Forward the Government Economic Strategy: document d'analyse sur l'éradication de la pauvreté, l'inégalité et en faveur des personnes défavorisées en Écosse, Engender, 2008 "it would be productive to create the position of a Minister for Women at the devolved level in the Scottish Parliament")

¹³ Voir le rapport parallèle de Northern Ireland Women's European Platform au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, mars 2008.

Pistes pour parvenir à l'égalité

16. Le devoir d'assurer l'égalité entre les femmes et les hommes (2007), a reçu un accueil très favorable en tant que mécanisme utile de lutte contre l'inégalité des sexes. Néanmoins, tous les organismes publics n'ont pas fini de le comprendre; une formation des fonctionnaires gouvernementaux est nécessaire afin d'analyser la problématique homme-femme et de budgétiser. Les commissaires de la Women's National Commission ont vaillamment défendu la nécessité de mettre en place les dispositions de manière adéquate et un groupe spécifique du commissaire s'intéresse au développement d'un projet de loi sur l'égalité qui garantirait que les droits des femmes soient protégés et défendus dans le cadre de la législation nationale.

17. Des partenaires ont demandé un comité ad hoc sur l'égalité au sein du Parlement du Royaume-Uni, ainsi qu'un comité exclusivement chargé des questions sexospécifiques au sein de l'Assemblée d'Irlande du Nord.

Droits de l'homme

18. Nos partenaires demandent plus d'informations sur les droits des femmes dans ce pays. L'action du Gouvernement doit comprendre une formation aux droits de l'homme et à l'égalité des droits pour les femmes, en particulier à l'adresse des enseignants et des membres du Parlement.

19. On pense qu'une Déclaration des droits conforme aux recommandations de la Commission des droits de l'homme d'Irlande du Nord est nécessaire pour l'Irlande du Nord. Le Gouvernement doit accepter les recommandations faites par la Commission pour le droit des femmes détenues en Irlande du Nord.

Les media

20. Des organisations partenaires pensent qu'il faut davantage de « vraies femmes » à la télévision et moins de stéréotypes anorexiques. Il a également été demandé que l'on montre moins de photographies de femmes provocantes dans la presse à scandales ou dans la publicité, ainsi que moins de commentaires sur la façon de s'habiller des femmes politiques et davantage sur ce qu'elles disent. On peut améliorer l'information sur l'opinion des femmes sur tous les sujets, et non seulement sur les problèmes féminins.

21. Les femmes s'inquiètent d'être exclues d'emplois dans la programmation et le développement. Des demandes ont été formulées pour que les femmes connaissant des difficultés d'apprentissage ou souffrant de maladies mentales soient dépeintes sous un jour favorable. Au pays de Galles, les équipes de direction des grands organismes de diffusion sont composées de femmes à 44%, la Commission de l'égalité et des droits de l'homme a constaté que seule l'émission hebdomadaire « Golwg » a une femme pour éditeur.

L'environnement

22. On peut œuvrer davantage pour impliquer plus de femmes dans la planification des transports et dans l'environnement de façon à s'assurer qu'ils sont en adéquation avec les besoins des femmes. La majorité des usagers des transports en commun sont des femmes, et il faut promouvoir davantage les questions d'environnement à l'école. À Newcastle, les délégués disent combien il est nécessaire d'autonomiser les femmes en tant que consommateurs pour apporter des changements durables.

23. Des organisations partenaires pensent que le Gouvernement doit se focaliser sur l'impact des changements climatiques et sur l'importance de l'égalité des sexes dans la loi relative aux changements climatiques. L'Assemblée galloise peut recourir à l'intégration des sexes dans le processus budgétaire dans ce domaine, par exemple en travaillant de pair avec le Wales Gender Budget Group de façon à mieux comprendre comment le financement des changements climatiques peut influencer la participation et la représentation féminines.

Les filles

24. Toutes les mères du Royaume-Uni veulent de meilleures chances pour leurs filles, et moins de stéréotypes dans la vie professionnelle. Beaucoup de filles quittent l'école manquant de la confiance nécessaire pour poursuivre leur éducation et leur formation. Le Royaume-Uni compte l'un des plus forts pourcentages de grossesses précoces en Europe occidentale. Les filles devraient poursuivre une éducation complète pendant leur grossesse. De nos jours, certaines jouissent d'un enseignement à la maison très limité, ce qui fait qu'elles ont des perspectives de carrière encore plus limitées¹⁴.

25. On est de plus en plus préoccupés par le fait que les filles soient « sexualisées » très tôt, et que la « culture des bandes » est particulièrement dommageable et dangereuse pour les filles jeunes au Royaume-Uni. Il faut davantage d'investissements, de financements et de ressources pour le travail auprès des jeunes filles.

¹⁴ Le pourcentage de mères âgées de 16 à 19 ans dans l'éducation, l'emploi, ou la formation est de 33% (2006-2008). Voir la réponse du Gouvernement du Royaume-Uni au questionnaire Beijing to 15, mai 2009.